

MAGAZINE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION COMMUNISTE



Justice

Pour la Responsabilité et le Développement véritable.

Jeudi 31 Décembre 2009 - 89 Année - N° 53 - Martinique : 1,80 € - France : 2,20 € - DOM : 1,90 €



Carburant :



Manoeuvres et faux semblants
autour de la fixation des prix

G. Marraud de Grottes
Quand un profiteur défend
ses privilèges dans le 73



Sommaire

Sommaire

Sa ka Pasép. 2

Éditop. 3

- Votons l'avenir de notre pays

Luttes Socialesp. 4

- Travail le dimanche

Sociétép. 4/7

- Nicolas Lamie arrête

- Du riffi à "Tous Créoles"

- Nouvelle législation des visas

- Décembre 1959

Economiep. 8/9

- Carburants

- Banane dollar

Débat Statutaire ...p. 10/17

- Maignan/Conconne

- Non André lesieur, ne mentez pas !

- G. Marraud des Grottes et le 74

- PPM : A quand l'autonomie ?

- Peut-on adapter les lois dans le 73 ?

- Conférence du Morne Gommier

Dans le Mondep. 18

- La santé aux États-Unis

- La crise n'est pas terminée

- Congrès du PC Sud Africain

Annonces Légales .p. 20/23

Culturep. 20

- Les Cahiers du patrimoine

"JUSTICE"

Administration & Rédaction :

Tél. : 05 96 71 86 83

Fax : 05 96 63 13 20

ed.justice@wanadoo.fr

<http://www.journal-justice-martinique.com>



Fondateur : Jules MONNEROT
(8 Mai 1920)

Angle rues A. Alikor & E. Zola
Fort-de-France - Tél. : 05 96 71 86 83

Commission Paritaire n° 0111 I 87526
26 Janvier 2006

Directeur de la Publication :
Fernand PAPAYA

Maquette : Guennaël GUIOUBLY

Impression :
Nouvelle Imprimerie Martiniquaise
37, Rue E. Zola - 97200 Fort-de-France
Tél. : 0596 73 14 54

PLUS DE DOUBLE CONTRÔLE À L'AÉROPORT

Depuis jeudi 26 décembre, les passagers en provenance de Paris-Orly n'auront plus à passer au contrôle de la police de l'immigration. La mesure sera appliquée à titre expérimentale durant 6 mois en Guadeloupe et en Martinique. Elle était réclamée depuis fort longtemps, car cela revenait, pour un voyageur quittant la France, à présenter ses papiers une nouvelle fois arrivé sur une des deux îles. Si l'attente est supprimée aux guichets de la police, elle ne l'est pas pour les ba-

gages. Un bilan sera fait en juin et en cas de succès, la mesure pourrait être étendue à d'autres aéroports français. La décision a été annoncée par Marie-Luce Penchard, la ministre de l'Outre-mer en Guadeloupe qui a déclaré que cela "donnera aussi une image plus moderne et ouverte de la Guadeloupe et de la Martinique aux touristes, français comme étrangers".

NÉCROLOGIE



Pierre Papaya en compagnie de sa compagne Murielle

Notre Camarade Fernand Papaya, secrétaire à l'organisation, a eu la douleur de perdre son frère, Pierre Papaya, décédé le 26 décembre dernier. Pierre Papaya était militant du PKLS, engagé très jeune dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs et la libération nationale de notre pays. Son engagement militant, sa participation active étaient connus de tous. Il a été incinéré le mardi 29 décembre à la Joyau. A son épouse Murielle, à ses enfants, à sa famille **Justice** présente ses très sincères condoléances.

AVEC LA CRISE, MOINS D'ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNÉE. DÉBUT DE SAGESSE ?

Si l'on en croit le quotidien dans sa livraison du 24-25 décembre, les municipalités martiniquaises ont diminué les illuminations de fin d'année. En raison de la crise et de la grève de février, commente le journal.

La baisse de l'octroi de mer explique ce serrage.

Ainsi Fort-de-France a divisé par dix son budget illumination. L'occasion de savoir qu'il était de 200 000 euros en 2008 (!) et est passé à 18 000 euros cette année. Décidément, cette municipalité ne lésinait pas sur les effets de clinquant alors qu'elle pleure misère tous les jours. Epater le peuple par des jeux de cirque pour flatter l'égo du maire de la ville-capitale.

A l'autre bout, Ducos a carrément supprimé toute illumination : zéro euro contre 6 000 euros l'année dernière.

Saint-Joseph : 1 000 euros contre 6 000 euros.

Schoelcher : le minimum, situation financière difficile oblige

Par contre, Lamentin maintient 200 000

euros contre 254 000 euros et brille quand même de mille feux, grâce à une maîtrise des économies d'énergie au moyen de l'utilisation de motifs photovoltaïques et de leds n'impliquant pas une augmentation de puissance pour alimenter les installations.

Curieux : Sainte-Anne, l'écologique, a doublé son budget illuminations qui est passé de 5 000 à 6 000 euros à 14 000 euros, en raison de la demande des administrés, dit un responsable...

Il a fallu cette crise économique commencée avant le mouvement du 5 février, faut-il encore le rappeler, pour que certains de nos élus comprennent que notre pays n'est pas un pays développé, que son apparente richesse basée sur la consommation et l'importation est artificielle et qu'il n'a pas de pétrole. Puisque électricité égale fioul, égale pétrole importé à 80 dollars le baril.

La crise peut avoir des vertus pour faire fonctionner les neurones.

A.G

Bonne et Heureuse Année 2010

LE 10 JANVIER : VOTONS POUR L'AVENIR DE NOTRE PAYS : OUI AU 74 !

En Martinique comme partout à travers le monde, la tradition veut qu'après les festivités de Noël, chacun s'apprête à fêter dans la joie le passage à l'année nouvelle et que les vœux de bonne et heureuse année soient formulés à cette occasion.

Pourtant force est de constater que l'ambiance n'est pas vraiment à la fête ni dans les rues, ni dans les foyers, ni dans les esprits. Et pour cause. Chacun de nous reste profondément marqué par la brutale dégradation de la situation économique et sociale du pays qui plonge chaque jour un nombre croissant de nos compatriotes dans la misère et la précarité.

Chacun garde encore en mémoire cette mobilisation sans précédent de février-mars qui a révélé l'ampleur de la crise économique et la profondeur du mal-être social générés par ce système départemental à bout de souffle.

Une majorité reconnaît que les choses ne peuvent plus rester en l'état et qu'il est urgent de changer de cap pour éviter une nouvelle explosion sociale, encore plus violente que celle que nous avons vécue.

Beaucoup sont rongés par de légittimes incertitudes du lendemain à cause souvent la maladie, de la menace permanente du chômage, de la crise du logement, des dérives d'une fraction de la jeunesse ou du risque de génocide par substitution.

Mais, en ces derniers jours de l'année 2009 et à l'aube de l'année nouvelle, bon nombre d'entre nous sont préoccupés par l'échéance du 10 janvier prochain.

Pour certains, la visibilité est brouillée par la propagande éhontée de ceux qui leur prédisent le plus sombre avenir en cas de passage à l'article 74.

Nous voilà à la veille d'un rendez-vous historique qui décidera pour longtemps du sort de notre pays. Ce jour-là, la Martinique sera face à elle-même pour décider de son propre destin. Mais l'importance de ce

choix autorise-t-elle un tel déferlement de contrevérités ?

La Martinique aura à répondre à une question qui a le mérite d'être extrêmement claire.

Les Martiniquais devront se prononcer sur *"la transformation de la Martinique en une collectivité d'outre-mer régie par l'article 74 de la Constitution, dotée d'une organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République"*.

Nous voilà donc appelés à nous donner quelques moyens de limiter tout au moins la *"pwofitation"* que nous étions des milliers à dénoncer dans les rues de Fort-de-France en février et mars derniers. Voilà l'occasion pour nous de disposer d'un pouvoir de sauvegarder notre terre martiniquaise, de donner la priorité d'emploi aux Martiniquais et d'engager notre pays sur la voie du développement véritable.

Comment un Martiniquais de bon sens peut-il être contre cela ?

Pourtant, il se trouve des responsables politiques et des élus qui se proclament de gauche, progressistes et autonomistes pour s'opposer à cette démarche, pour semer la peur dans la population avec les arguments les plus fallacieux, les plus mensongers, avec les alliances les plus inavouables. Il se trouve des intellectuels, professeurs d'université, ceux-là mêmes qui sont chargés d'instruire nos enfants pour donner des lectures totalement erronées de la Constitution ou pour faire *"l'éloge de la peur"*. Ceux-là ne servent pas leur pays. Ils se sont rangés dans le camp de ceux qui ont toujours exploité les travailleurs et veulent conserver leurs privilèges. En plus, ils se sont lancés dans de sordides calculs électoraux, enfouissant les intérêts de la Martinique sous leur amas d'ambitions personnelles

La fameuse et fumeuse troisième voie proposée par le PPM et par ses alliés n'est qu'en fait qu'un nouveau



moratoire. Son président peut-il nous dire dans quel délai il parviendra à convaincre le président de la République d'une nouvelle réforme de la Constitution pour graver dans un nouvel article 74 la garantie des conquêtes sociales qui figure déjà dans plusieurs autres articles ? Faut-il attendre encore, comme le dit Catherine Conconne, *"que la France jacobine change"* avant de faire le premier pas vers la responsabilité ? Vont-ils jusqu'à renier l'héritage de Césaire pour déclarer que, cinquante ans après la fondation du PPM, la Martinique n'est pas encore prête pour l'autonomie ? Quand l'heure de nous-mêmes sonnera-t-elle donc ?

Autant de rideaux de fumée pour cacher une nouvelle reculade.

L'heure ne doit plus être à la peur ni à l'hésitation.

En cette période de vœux, je souhaite que cette année nouvelle soit celle du premier pas vers la responsabilité, pour le salut de notre Martinique.

Chers compatriotes, le 10 Janvier , disons oui à l'article 74 ! Votons pour l'avenir de notre pays.

Que l'année nouvelle apporte à ceux qui nourrissent encore des doutes sur le bien-fondé de ce modeste pas en avant et aux indécis la lumière pour faire le bon choix, celui du vote pour une Martinique plus digne, plus responsable.

Bonne et heureuse année à tous !

G. Erichot